

Périodiques non canadiens

La libre circulation de l'information médicale, de toute provenance, est d'une importance primordiale pour la santé publique. Elle n'a rien à voir avec les problèmes des périodiques destinés aux profanes. *MD of Canada* a reçu des lettres de félicitations de la part de milliers de médecins de tous les coins du pays. Cela montre sa très réelle utilité pour les médecins canadiens et étrangers dont elle assure l'information.

Pour en terminer avec cette question, je préciserai que la revue *MD of Canada* est diffusée sur liste d'adresses; elle n'a pas de recettes d'abonnement. Les revues mises en vente auraient toujours la possibilité d'offrir à leurs lecteurs canadiens des éditions étrangères, mais *MD of Canada* n'a pas cette possibilité. La publicité est son unique source de revenu. Si cette importante revue médicale, diffusée aux médecins du Canada depuis plus de 15 ans, cessait de paraître du fait du bill C-58, ce serait ici la fin de la formule MD et rien ne viendrait la remplacer.

MD of Canada n'est pas l'édition canadienne d'une revue étrangère. Ce n'est ni une édition modifiée, ni l'excédent, d'un tirage étranger importé. C'est un périodique médical canadien entièrement intégré, dont les articles sont basés sur la formule MD.

MD of Canada fait assurer depuis toujours la totalité de ses opérations de fabrication par des entreprises canadiennes. Cela comprend la composition typographique, l'impression, l'adressage et le postage.

Par définition, *MD of Canada* est une revue «de culture médicale et de médecine culturelle». *MD of Canada* comporte une section d'informations médicales entièrement canadiennes. *MD of Canada* établit des articles originaux qui, une fois le contrôle documentaire effectué, paraissent avec des informations médicales canadiennes dans *MD, the medical newsmagazine USA*, dans *MD en Espanol* et dans *MD Pacific*. *MD of Canada* remanie les éléments rédactionnels d'origine internationale avant de les faire paraître dans *MD of Canada*. La revue *MD of Canada* est publiée en version anglaise et en version à la fois anglaise et française.

Les médecins qui lisent *MD of Canada* tiennent beaucoup à cette revue pour bien des raisons. La première est que la revue est documentée, rédigée et publiée à l'intention des médecins. En outre, *MD of Canada* s'efforce toujours de répondre aux désirs de ses lecteurs. Des milliers de copies d'articles publiés dans *MD of Canada* ont été remises aux médecins qui en ont fait la demande. Les médecins peuvent les obtenir tout à fait gratuitement.

La revue *MD of Canada* est tout à fait différente des autres éditions de la revue, c'est-à-dire l'édition américaine, l'édition latino-américaine et l'édition destinée au Moyen-Orient. Les quatre éditions ne publient jamais en même temps les mêmes articles. Tous les articles publiés dans *MD of Canada* sont spécialement choisis et publiés pour cette revue.

MD of Canada joue un rôle important en fournissant à un groupe de population restreint, mais extrêmement important du point de vue professionnel, une revue qui remplit tous les désirs des médecins.

J'espère que le comité permanent étudiera très attentivement l'exposé rédigé par *MD of Canada* et les autres expo-

[M. Holmes.]

sés du même genre après le débat en deuxième lecture et j'espère que les députés se rendront compte de leur importance.

En terminant, je tiens à répéter que le débat actuel concerne avant tout la liberté de la presse. J'affirme que, si l'on n'accorde pas cette liberté à la presse avant d'adopter le bill, le ministre passera probablement dans l'histoire pour avoir violé une liberté fondamentale et traditionnelle: celle de la presse.

● (2120)

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, à certains égards, j'aimerais enchaîner les propos du député qui m'a précédé. Je ne vois pas vraiment comment l'importante question en cause dans ce projet de loi que nous débattons se rattache à la liberté de la presse. Je crois qu'il s'agit plutôt de questions pécuniaires et de savoir combien épargneront les contribuables qui pourront déduire ou non leurs frais de publicité. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager l'affaire.

J'appuie ce projet de loi, mais je le fais avec de graves réserves car, en toute franchise, je n'aime pas les raisons invoquées jusqu'ici. Sous certains rapports, j'estime que nous abordons deux problèmes différents avec *Reader's Digest* et *Time*. Il me semble que ce projet de loi s'attaque directement à *Time* plutôt qu'au *Reader's Digest*, car ce dernier est d'une certaine façon unique en son genre et si le gouvernement avait pu lui permettre de s'en tirer, il l'aurait probablement fait. Toutefois, pour assurer une certaine uniformité, ils ont été traités de la même façon, car il s'agit en réalité d'une revue d'actualité plutôt qu'une publication comme *Reader's Digest*.

Je ne prétends pas apporter un jugement d'expert pour ce qui est du *Reader's Digest*, et je vais m'en tenir là, parce que je n'ai guère lu cette publication. Son optimisme à toute épreuve finit par me pénétrer après un certain temps; on y lit tant d'articles sur les maladies rares que j'en suis malade et que je me sens atteint par toutes, seulement à lire ces articles.

Passons maintenant à la revue *Time*. Comme la plupart des gens, je me rends compte que cette revue a un avantage énorme du fait qu'elle a un caractère international et qu'elle peut engager toutes sortes de dépenses que les autres revues n'ont pas les moyens de faire. Le problème que pose la revue *Time*, c'est qu'elle est de trop bonne qualité. Or, si nous essayons de créer une revue nationale, d'encourager nos propres journalistes et de protéger notre culture, il nous faut entraver l'action de celles qui sont trop bonnes, d'où le problème véritable.

J'ai eu une petite expérience avec le *Time*. Par un curieux hasard, j'ai fait paraître une publication électorale qui ressemblait de façon frappante au journal même du *Time*. Le jour des élections, j'ai reçu une lettre des avocats du *Time* me conseillant de cesser la distribution et d'y renoncer. J'ai évidemment obtempéré. C'est quand même un magazine qui à bien des égards ne peut être égalé par aucun autre qui doit compter sur les ressources d'une nation. Je regrette qu'il en soit ainsi, car pour une bonne part tant le *Time* que le *Reader's Digest* ont essayé de bien servir le Canada. Je ne crois pas qu'il soient pour quoi que ce soit dans les embarras qu'on leur cause, si ce n'est de faire du trop bon travail.